



DROIT À L'ALIMENTATION AU NIVEAU NATIONAL



Nouvelles Mensuelles /// Décembre 2012

[Le Droit à l'Alimentation au Niveau National](#)

Le projet de la FAO "GCP/GLO/324/NOR – Intégrer le Droit à une Alimentation Adéquate et la Bonne Gouvernance au sein des Politiques, Législations et Institutions Nationales" (abrégé, **Le Droit à l'Alimentation au Niveau National**) est une continuité de la contribution norvégienne envers le Mozambique et l'État Plurinational de Bolivie (Bolivie), en plus de signaler le début des activités au Népal et au El Salvador, en vue de renforcer les institutions nationales et les mécanismes de coordination dans leurs efforts visant à formuler les politiques et supporter les procédures législatives sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Le Projet ciblera les défis propres aux pays en faisant la promotion de l'approche par les droits humains afin d'atteindre la sécurité alimentaire à tous les niveaux – législation, conception, formulation, décision et implémentation. De plus, le Projet permettra à la FAO de participer aux efforts globaux afin de consolider les droits humains au sein des travaux en développement.

Le mois de décembre 2012 a offert au Projet l'opportunité d'organiser et de participer à plusieurs événements ainsi que d'accomplir plusieurs objectifs. Une étape importante a été franchie au **Mozambique** le 14 décembre 2012 alors que le site web du SETSAN, disponible à l'adresse <http://www.setsan.gov.mz/>, a été mis en ligne. Il s'agit sans contredire d'un outil important pour la communication, l'information et la sensibilisation faites par le secrétariat dans des domaines liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'événement a eu lieu lors de la II^e réunion du regroupement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, présidée par le ministre de l'agriculture son excellence José António Pacheco Candugua. Ce site web représente probablement la première plateforme virtuelle gouvernementale incluant précisément le droit à l'alimentation en tant que mandat de l'institution. Le site a été développé et mis en ligne dans le contexte de la mise en œuvre de la stratégie e-gouvernementale du Mozambique, qui est en place depuis quelques années, notamment avec le support de la FAO par l'entremise du Projet.

Au sein des **Services au niveau global**, le Projet a rendu possible la participation du Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation, Olivier de Schutter, à une session parallèle intitulée « *The Right to Food: How is it relevant to investment in agriculture and rural development?* » organisée le 18 décembre durant *Investment Days*. La session d'une heure et demi avait pour objectif d'explorer l'interaction entre le droit à l'alimentation et l'investissement dans l'agriculture et le développement rural ainsi que les façons dont les deux se complètent et se renforcent. Lors de son intervention, Olivier De Schutter, a présenté la façon dont un cadre basé sur le droit à l'alimentation guide des investissements efficaces et durables pour l'agriculture et le développement rural. Il a noté que « le rôle du droit à l'alimentation pour l'investissement dans l'agriculture et le développement durable en est un principalement de cadrer le triangle, i.e. tenir compte des inquiétudes des communautés locales au sein de la relation tripartite entre l'État exportateur du capital, l'investisseur et l'État hôte ». Il a ajouté que le respect des droits de l'homme octroie aux investisseurs un permis social d'opérer en plus de leur permettre de répondre aux attentes des communautés locales, des consommateurs, des actionnaires et des États.

Par ailleurs, les Services au niveau global ont été centrales à la complétion de la *Note d'orientation: Intégrer le droit à une alimentation adéquate aux programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle*. Cette Note est le résultat d'un processus participatif interdépartemental et collaboratif entre le Service de soutien intégré pour la sécurité alimentaire (TCSF) de la Division du soutien aux politiques et programmes (TCS), et l'Équipe du droit à l'alimentation de la Division de l'économie du développement agricole (ESA), en plus des nombreuses contributions de praticiens et d'experts provenant du terrain et du siège de la FAO. Cette Note sera partagée avec les différentes parties prenantes en 2013.

Enfin, le 7 décembre 2012, l'Équipe nationale du Projet en **Bolivie** a offert un atelier de formation aux journalistes et leaders d'opinion. La formation a regroupé un contingent représentatif des médias nationaux et avait l'objectif de sensibiliser les participants quant à l'importance du droit à l'alimentation et de l'accès à des informations fiables sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Bolivie. La formation s'est terminée par la mise sur pied d'un réseau de représentants de ces médias.

Alors que nous terminons une année 2012 fructueuse, l'Équipe du Projet aimerait offrir à tous les lecteurs ses meilleurs vœux pour la nouvelle année!

Le droit à l'alimentation de l'équipe de la FAO travaille sur la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate, en utilisant le droit à l'alimentation. La vision de l'équipe est celui d'un plein exercice de ce droit de l'homme, à travers elle d'être respectés, protégés et respectés partout dans le monde.

L'Équipe du droit à l'alimentation de la FAO

Département de Développement Économique et Social
Division de l'Économie du Développement Agricole
Viale delle Terme di Caracalla – 00153 Rome, Italy
Tel: +39 06570 53058 /// E-mail: righttofood@fao.org
Site web: www.fao.org/righttofood

